

[Text]

[Discussion]

[Translation]

[Text]

• 1055

We take food for granted, and I say this collectively. I do as well. Other countries do not. If the GATT fails, then I think in this country we will have to determine what the real value of agriculture is. To maintain it at some competitive level—and the one we are most familiar with is the U.S. Farm Bill—there will have to be consumer subsidies put into the rural community; it is as simple as that. The use of deficiency payments, as I indicated before, is not our primary objective. It is only a mechanism of trying to hold the rural economy together.

I have been in Winnipeg four times in the last 30 days and I have heard the western perspective and their anticipation for diversification, and that aspect of it, without establishing specific markets, is going to be a very difficult thing to do. What do you diversify to, the way global trading is going at the present time? So as I mentioned, we will be looking at international trade. There is a special committee set up for grains and oilseeds, and I will be one of the participants. There are other people in this room who will be participating as well, to try to look at some mechanism, first of all, to set a program for sustainable agriculture and then to look at what has to be done outside of this country and the impact of these trade deals.

Mr. Gustafson: As you know, the Prime Minister has carried to the G-7 the problems of agriculture, and I, for one, believe that possibly there is great opportunity in the G-7, because you have major countries. The numbers are not so big in getting some agreement, possibly even some formula for solving this problem, particularly in the grains area, because if you were to equate our problems with any other sector, it is like saying, take half of your income and try to survive when the price of everything has gone up. This is how serious the problem is.

I personally know of the dedication of the Prime Minister to this and getting it on the table at the G-7. Have you, as a wheat growers' association, looked at the possibilities in the G-7 and possibly a formula that might work?

Mr. Dmetriuc: No, we have not. We have not had that opportunity, and I guess maybe that is something we have just let slide for the moment.

Mr. Gustafson: I believe this body of the G-7 has to look at this serious problem. I think of the two-price system, for instance, that we had in Canada, which, for reasons, had to be dissolved. There was controversy about it and there was a lot of political dealing with the situation, but we all know the reality of that.

Nous tenons les produits alimentaires pour acquis, et je parle pour tout le monde. C'est aussi mon cas. Ce n'est pas le cas d'autres pays. Si les négociations du GATT échouent, je pense qu'il nous faudra déterminer dans ce pays-ci quelle est la valeur réelle de l'agriculture. Si l'on veut rester jusqu'à un certain point compétitifs—et ce que nous connaissons le mieux à cet égard, c'est le Farm Bill américain—, il faudra que nos consommateurs subventionnent les campagnes; c'est aussi simple que cela. Comme je l'ai dit tout à l'heure, le recours aux paiements d'appoint n'est pas notre principal objectif. C'est seulement un mécanisme visant à maintenir notre économie rurale.

J'ai été à Winnipeg à quatre reprises au cours des 30 derniers jours et j'ai entendu le point de vue exprimé par l'Ouest et ce qu'il attend d'une diversification. Cet aspect de la question, en l'absence de marchés précis, ne s'annonce pas facile. Diversifier pour faire quoi, étant donné l'évolution du marché mondial à l'heure actuelle? Donc, comme je l'ai indiqué, nous allons étudier le commerce international. Un comité spécial sur les céréales et les oléagineux va être constitué et j'en ferai partie. D'autres gens dans cette salle en feront eux aussi partie et nous essayerons tout d'abord de trouver un mécanisme quelconque qui nous permettra d'instaurer un programme visant à assurer le développement durable de l'agriculture et, ensuite, de voir ce que l'on peut faire à l'extérieur de notre pays et quelles sont les conséquences de ces accords commerciaux.

M. Gustafson: Comme vous le savez, le Premier ministre a porté le problème de l'agriculture devant le G-7 et je considère, pour ma part, que le G-7 offre de grandes possibilités parce que ce groupe comprend les grands pays du monde. Les chiffres ne sont pas vraiment importants lorsqu'il s'agit d'en arriver à un accord ou, éventuellement, à une formule pour résoudre le problème, notamment dans le secteur des céréales parce que, si l'on veut comparer nos difficultés à celles des autres secteurs, il faudrait dire à ces derniers: coupez vos revenus en deux et essayez de survivre alors que tous les prix augmentent. Voilà quelle est la gravité du problème.

Je sais personnellement que le Premier ministre accorde un grand intérêt à cette question et qu'il veut qu'elle soit traitée au sein du G-7. En tant qu'association de producteurs de blé, avez-vous examiné les possibilités qu'offre le G-7 et pensé éventuellement à une formule qui pourrait s'appliquer?

M. Dmetriuc: Non. Nous n'en avons pas eu la possibilité et j'imagine que c'est quelque chose que nous avons laissé de côté pour le moment.

M. Gustafson: Je considère qu'il faut que le G-7 se penche sur cette grave question. Je pense par exemple au double système de prix que nous avions au Canada et qui, pour un certain nombre de raisons, a dû être démantelé. Cette question a soulevé de nombreuses polémiques, elle a fait l'objet d'un grand nombre d'interprétations politiques, mais nous connaissons tous la réalité.